

AVIS
AUX
CONSEILLERS
REGIONAUX
PORSMOGUER PORSMOGUER PORSMOGUER
**CENTRALES
NUCLEAIRES**
imp.spé.clin. PORSMOGUER PORSMOGUER PORSMOGUER
NOUS N'EN
VOULONS PAS
NOUS N'EN
AURONS PAS

Affiche des CLIN diffusée en Bretagne (septembre 1978)

1007

HISTOIRE
LACUNAIRE
de **L'OPPOSITION**
à **L'ÉNERGIE**
NUCLÉAIRE
en **FRANCE**

Textes choisis et présentés
par l'Association contre le nucléaire et son monde

Éditions  a Lenteur

Histoire lacunaire de l'opposition à l'énergie nucléaire en France

Textes choisis et présentés
par l'Association contre le nucléaire et son monde

L'histoire des luttes antinucléaires menées à partir des années 1970 oblige à dresser un constat d'échec. Il faut reconnaître que l'État et le lobby nucléariste ont réussi à nucléariser le territoire français. Mais s'il n'y a qu'une leçon à retenir des textes réunis ici, c'est que, incapables d'assumer une rupture politique avec les formes usées de la démocratie représentative et du lobbying, les nombreuses organisations et individus qui prétendaient s'opposer à l'édification du nucléaire ont fini par contribuer à la cogestion du désastre.

Ceux qui s'obstinent à vouloir ébranler la passivité de populations toujours plus aphasiques, perpétuellement sondées et manipulées par des oligarchies meurtrières, doivent savoir sur quelles pierres d'autres ont achoppé.

Mars 2007,
Association contre le nucléaire et son monde

rêt du nucléaire à un futur indéterminé. « *La constitution d'un état-major salarié calqué sur l'entreprise Greenpeace, à quoi se résume ce réseau, ne laisse de place qu'aux médias et aux experts*¹⁸. » (Voir *infra*, la lettre ouverte *Sages comme des images*.)

D'autres, comme Bella et Roger Belbéoch, souvent plus conséquents dans la critique du nucléaire, ont tenté de nous convaincre que la solution *technique* au problème de l'énergie pouvait être trouvée en imposant son remplacement par le charbon¹⁹. Mais comment imposer une telle décision et avec quelles forces ? Comment mobiliser un *lobby charbonnier* à même de peser sur les choix énergétiques de l'État ? Faut-il, au nom de l'urgence, au nom de la menace de nouvelles catastrophes nucléaires, contribuer à s'en remettre aux mêmes bureaucraties pourtant responsables de la marche catastrophique du monde ?

Tout au long de ces luttes, la forme d'association et le rapport à la fonction régulatrice de l'État sont restés généralement impensés. Les compromissions qui en ont résulté ont transformé le but poursuivi – l'arrêt du nucléaire et la remise en cause de l'organisation sociale qui l'a produit – en son contraire. Avec le recul, les conséquences de cet impensé apparaissent clairement : l'État ne sera jamais cet outil que les honnêtes citoyens rêvent de conquérir pour le mettre au service de la société²⁰.

« *Tout se passe, depuis deux siècles, comme si chaque invocation de la liberté, chaque soulèvement marqué de son nom, devaient se traduire – à travers les appareils politiques et étatiques surgis au plus fort de ces soubresauts – par un surcroît de règles oppressives auxquelles l'homme est redevable d'un graduel rétrécissement de la vie.* »

Georges Henein,
Prestige de la terreur, août 1945

18. Lettre ouverte de l'ACNM, « *Sage comme des images* » (voir *infra*).

19. Bella et Roger Belbéoch, *Sortir du nucléaire, c'est possible avant la catastrophe*, L'Esprit frappeur, 1998.

20. Parmi les derniers avatars de ce fantasme réformiste on aura noté en 2006, la pitoyable ambition électorale et présidentielle du Monsieur anti-Ogm français (voir *Ogn, fin de partie*, Quelques ennemis du meilleur des mondes, août 2004. On peut commander la brochure à : acnm@no-log.org).

Présentation

Vingt ans après Tchernobyl, les nucléaristes du monde entier veulent relancer le développement de l'industrie nucléaire. En France, l'État a engagé un budget de recherche sur les réacteurs de quatrième génération, tout en nous embarquant dans la construction de réacteurs E.P.R. de la troisième génération. Le premier modèle de ce dernier type de réacteur – également destiné à l'exportation – est actuellement en chantier à Flamanville (Normandie). À cela s'ajoutent la construction d'ITER¹ à Cadarache, le transfert plus ou moins occulte de technologies nucléaires et la prolifération actuelle de l'armement atomique.

C'est dans ce contexte inquiétant que nous avons souhaité fournir quelques éléments susceptibles d'éclairer ceux qui veulent encore s'opposer *concrètement* à la politique du fait accompli menée par l'État en matière de nucléaire. Les lignes qui suivent n'ont pas la prétention de faire le bilan théorique de plusieurs décennies de lutte. Il s'agit simplement de présenter des textes et extraits de textes qui, malgré leur caractère éclectique, ont tous la particularité de témoigner d'une résistance à la nucléarisation du monde. En dépit de sa faiblesse, le mouvement d'alors s'est trouvé confronté à des problèmes qui ne manqueront pas de se poser à nouveau si l'opposition au nucléaire renaît de ses cendres.

1. ITER : International Thermonuclear Experimental Reactor.

pour occuper le terrain médiatique et ancrer dans les esprits l'idée de la nécessité que l'ultime recours face à un tel danger ne peut être que l'État. Ils nous expliquent tranquillement qu'un accident comparable à celui de Tchernobyl est possible en Europe et qu'il n'est pas si dramatique de vivre sur un territoire durablement contaminé. Des scientifiques biélorusses à la recherche de moyens furent, comme Nesterenko, facilement enrégimentés¹⁷ dans cette entreprise révisionniste tandis que le chercheur Youri Bandajevski croupissait en prison.

Parallèlement à cette offensive nucléariste, les débris de l'opposition antinucléaire toujours plus pitoyable se sont abîmés dans l'esbroufe médiatique et le symbolisme creux. La majeure partie d'entre eux se retrouve aujourd'hui absorbée par le lobby Réseau pour sortir du nucléaire, qui renvoie l'ar-

17. Titulaire de plus de 300 brevets dans le secteur nucléaire, Vassili Nesterenko est aussi l'inventeur de la centrale nucléaire mobile Pamir destinée à fournir l'énergie nécessaire au lancement des missiles intercontinentaux russes SS-20 et SS-25. Toujours membre correspondant de l'Académie nationale des sciences du Belarus, cet ancien apparatchik du régime semble depuis l'accident de Tchernobyl s'être inventé une deuxième carrière où il s'affiche en réparateur d'un désastre qu'il a contribué à créer. Nesterenko a collaboré au sinistre programme européen Sage mené par l'industrie nucléaire française et destiné à faire partager aux Européens l'« approche innovante » élaborée dans le cadre d'Ethos-CORE. Il a participé au colloque de conclusion de Sage organisé à Paris en 2005 et perturbé par des antinucléaires dont il a qualifié l'action de « truc de riches ». (Voir *Retour d'expérience*, tract reproduit *infra*). « Nous devons utiliser la triste expérience de Tchernobyl pour que les autorités occidentales disposent de mesures à prendre en cas d'accident », a-t-il alors déclaré (*Libération*, 15 mars 2005).

Il ne s'agit pas ici de contester l'utilité de certains traitements employés par Nesterenko en Biélorussie, comme la pectine de pomme qui semble permettre d'accélérer l'élimination du césium 137 accumulé dans l'organisme. Mais nous contestons ceux qui, s'érigeant en radioprotecteurs et donneurs de leçon, veulent nous faire perdre de vue les origines de la contamination radioactive des corps : le malheur engendré par les radiations atomiques provient de l'industrie nucléaire et des bureaucrates qui la servent. Ceux qui veulent se libérer du nucléaire devront aussi se libérer de ses radioprotecteurs.

Dans *Du mensonge radioactif et de ses préposés* (1992, cf. *infra*), l'ACNM a décrit comment les nucléaristes avaient travaillé pour « reconquérir l'opinion ». Comme on peut le constater tous les jours, l'occupation des têtes par la propagande nucléariste est un véritable travail de Sisyphe qui occupe à plein temps les multiples officines de la désinformation nucléariste.

Au même moment, les ébauches de « résistance » en Ukraine et en Biélorussie furent immédiatement jugulées, laissant le champ libre aux « organismes de charité » comme Les Enfants de Tchernobyl¹⁶ tandis que, sur place, quelques scientifiques comme Bandajevski, Nesterenko et d'autres osèrent dans l'isolement et sans moyens chercher à affronter les conséquences sanitaires de la catastrophe.

C'est dans un contexte de pacification active de la société, où l'apparence même de contre-pouvoirs s'est dissoute, que le lobby nucléariste a fourbi ses armes et « occupé le terrain ». Trois projets successifs ont ainsi été menés à l'initiative de la mafia nucléariste française, réunie pour l'occasion sous le nom de CEPN : Ethos et CORE menés en Biélorussie puis Sage pour les leçons que les experts nucléaires ont tiré de la gestion des populations après le désastre de Tchernobyl (voir *infra* l'avant-propos daté de mars 2004 de *Du mensonge radioactif et de ses préposés*). En organisant *l'invisibilité de la catastrophe*, les nucléaristes inventent une nouvelle forme de négationnisme qui n'hésite pas à *simuler* des catastrophes

16. Nous évoquons ici le racket humanitaire français auquel appartenait notamment trois médecins, A. Moutet, M. Schlumberger et M. L. Simonet, qui sévit au début des années 1990. Ces individus ont fait partie de ceux qui ont propagé le concept négationniste de radiophobie. La radiophobie définie par son concepteur, le nucléariste russe N. L. A. Iline, est « une peur du rayonnement ionisant dénuée de tout fondement. » (voir *Sous l'épaisseur de la nuit*, p. 83 et 99, ACNM, 1993).

LES DÉBUTS DE LA CONTESTATION ANTINUCLÉAIRE

C'est à la fin des années 1960 que fut lancé le premier programme d'implantation de centrales nucléaires en France. Dans le contexte d'effervescence sociale d'après Mai-68, la première manifestation nationale contre l'implantation d'une centrale nucléaire eut lieu le 12 avril 1971 à Fessenheim. Elle rassembla 1 500 personnes dans une ambiance bon enfant et non-violente. Les 10 et 11 juillet 1971, entre 10 000 et 15 000 personnes manifestèrent leur opposition à la construction de la centrale du Bugey.

Ce fut autour des revues *Charlie Hebdo*, *La Gueule ouverte* et de la revue de scientifiques critiques *Survivre*² d'une part, et d'organismes écologistes en expansion comme Les Amis de la Terre et la Fédération nationale de l'environnement qui publiait la revue *Combat Nature* d'autre part, que la mobilisation nationale prit forme.

Comme les premières luttes écologiques, ces manifestations tranquilles traduisaient l'apparition de la conscience de la dégradation de l'environnement et de sa destruction programmée. Y participèrent, parfois aux côtés de populations locales en lutte, des groupes partis vivre en communauté à la campagne, des non-violents aux perspectives utopistes et quelques « radicaux » qui n'hésitaient pas à s'impliquer dans une lutte particulière...

LA POLITIQUE DU FAIT ACCOMPLI MENÉE PAR L'ÉTAT

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'État français s'engagea dans une politique d'industrialisation volontariste en créant des organismes chargés d'assurer les conditions du passage à une production et une consommation de masse.

2. La revue *Survivre*, animée notamment par le mathématicien Alexandre Grothendieck ou encore par Roger Belbéoch, deviendra *Survivre et Vivre*.

Ainsi, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) eut pour vocation d'industrialiser l'agriculture alors que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) était chargé de jeter les bases d'un développement du nucléaire militaire et civil. En cette période d'euphorie scientifique, le nucléaire civil, qui incarnait l'idée du progrès, constituait une réponse bureaucratique, industrielle et centralisée à la consommation d'énergie. Face à la croissance exponentielle de la demande d'électricité, elle avait l'avantage d'assurer aussi la production des armes nucléaires, ce qui fut rendu évident par le choix de la filière du plutonium et du retraitement.

Le choc pétrolier de 1973 fut, de ce point de vue, une aubaine pour le pouvoir : le lancement à grande échelle du programme nucléaire civil en France (en 1974) fut approuvé par l'ensemble de la classe politique. Au cours des débats parlementaires³ qui eurent lieu à ce sujet, tous les partis y virent l'affirmation d'une spécificité française. Paradoxalement, l'abandon de la filière obsolète graphite-gaz passait par le lancement de la filière eau sous pression sous licence américaine, jusqu'à la mise en route de ce qui devait être le fleuron de la

3. « Ainsi, la possibilité de survenue d'accidents catastrophiques et leur ampleur n'ont pas été couverts par un secret d'État. Des débats parlementaires ont eu lieu en toute liberté. Les représentants élus par la population ont tenu compte de ces catastrophes possibles avant d'accepter l'électronucléarisation massive de la France. La démocratie, c'est-à-dire son simulacre, a été scrupuleusement respectée. » (Roger Belbéoch, « L'énergie nucléaire et la démocratie », in *Lettre d'information du comité Stop Nogent-sur-Seine*, n° 93/94, juillet-octobre 2002). Pour l'anecdote, la loi sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire fut discutée et adoptée à l'Assemblée nationale, le 16 mai 1968... « Dans l'exposé des motifs, l'accident nucléaire est caractérisé par le mot "catastrophe" : le droit a été adapté à la nature, au caractère et aux conséquences de cette espèce d'accident. En matière d'énergie atomique, une catastrophe est presque nécessairement un cas de force majeure. Les données du problème de la réparation, sous ce rapport, s'apparenteraient davantage à celles de la réparation des dommages de guerre qu'aux données classiques de la responsabilité civile. » (*Ibid.*)

lutte menée à partir de 1987, notamment dans les Deux-Sèvres¹⁵ autour du site de Neuvy-Bouin, une précision s'impose : ceux qui se disaient « antidéchets » se sont bien gardés de remettre explicitement en question les centrales nucléaires dont ces déchets sont issus. Cette inconséquence contribuera à mener ces luttes à leur étiolement fatal : vingt ans plus tard, la lutte contre le site d'enfouissement en construction à Bure sera menée par une poignée d'écologistes, sans mobilisation locale ni perspective politique.

Créé en 1987, à la veille du démarrage de la centrale de Nogent-sur-Seine située à 90 kilomètres de Paris, le comité « Irradiés de tous les pays, unissons-nous » fit le pari que le désastre de Tchernobyl allait ébranler la résignation au fait accompli.

Pour amplifier la remise en question de cette forme d'énergie occasionnée par la catastrophe, il fallait montrer à quel point les intérêts de l'État et de l'économie étaient liés, et de quelle manière l'industrie nucléaire militaire et civile révélait et résumait la servitude moderne des individus atomisés et enchâssés dans la machinerie techno-marchande. On se reportera sur ce point à la plate-forme du comité Irradiés de tous les pays, unissons-nous, qui exprime cette conviction (voir *infra*).

Deux ans plus tard, ce comité n'avait toujours pas réussi à briser son isolement politique et se scinda en deux : les uns considéraient que la catastrophe n'avait finalement pas donné lieu à une remise en cause d'un monde capable d'engendrer le nucléaire, les autres pensaient qu'il fallait persister et ont poursuivi leur activité dans le cadre de l'Association contre le nucléaire et son monde (ACNM).

15. Voir aussi *Des fissures dans le consensus* numéro 2 (revue du comité Irradiés de tous les pays, unissons-nous!).

centrales. Les réacteurs une fois construits, la routine de leur fonctionnement (et de leurs « incidents ») finit par endormir les populations et les résidus des comités locaux anti-nucléaires se transformèrent alors pour la plupart en comité de surveillance du fonctionnement des centrales.

LES ANTINUCLÉAIRES APRÈS TCHERNOBYL

Puis il y eut, le 26 avril 1986, l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Catastrophe impossible à dissimuler et, de fait, démenti brutal infligé aux nucléaristes dont la propagande scientifique avait toujours affirmé qu'un tel accident était impossible.

On aurait pu en attendre de grands effets. Mais les défaites accumulées du mouvement antinucléaire et la désagrégation des formes d'opposition au monde comme il ne va pas amenèrent ses diverses composantes à prendre progressivement des formes lobbyistes et cogestionnaires. Elles se contentèrent de jouer le rôle de « poil à gratter »¹⁴ de l'industrie nucléaire et de contre-expertise, comme cela a été le cas avec la CRII-RAD et l'Accro.

Au lendemain de la catastrophe de Tchernobyl, alors que la France était déjà couverte de réacteurs, la question de la gestion de leurs encombrants déchets devint primordiale pour les nucléaristes, provoquant en retour des luttes défensives très dures contre l'enfouissement des déchets, qui aboutirent en février 1990 à un moratoire décidé par Rocard, premier ministre de l'époque. La *Chronique de la résistance des populations opposées au projet de cimetière nucléaire souterrain en France* (que nous reproduisons *infra*), n'évoquant qu'une partie de la

14. Propos de Monique Sené, présidente du GSIEN (Groupe des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire, créé en 1975) lors d'une émission de télévision.

technologie française : la filière à neutrons rapides, avec le surgénérateur de Creys-Malville. (Il est saisissant de penser aujourd'hui, où nous savons que le prototype de Malville n'a pu fonctionner que deux mois, qu'il était prévu de construire plusieurs dizaines de surgénérateurs !)

Pour la bureaucratie, bien sûr, il n'y avait pas lieu de discuter des choix stratégiques de l'État. Mais, à partir de cette date, une agitation composite se cristallisa autour de chaque projet de centrale, notamment au Blayais en Gironde, à Golfech⁴ dans le Tarn-et-Garonne, en Bretagne, etc.

Côté scientifique, le regroupement de quelques-uns d'entre eux aboutit, en décembre 1974, au lancement d'un *Appel des scientifiques à propos du nucléaire français* destiné aux « chercheurs, médecins, professeurs, techniciens... », dit *Appel des 400*. Dans cet appel, les scientifiques, qui créeront par la suite le Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN), invitent « la population à refuser l'installation des centrales tant qu'elle n'aura pas une claire conscience des risques et des conséquences ». Dans leur argumentaire à caractère plutôt technique et économique, ils se posent d'emblée en contre-experts : « Il est inquiétant de voir l'EDF éluder toute question, méconnaître toute compétence autre que celle des techniciens officiellement habilités [c'est nous qui soulignons] ». En jouant le jeu de la contre-compétence ils contribuèrent de fait à l'émergence d'une nouvelle spécialisation cogestionnaire. Pour sa part, la Fédération des comités régionaux (CRIN) et locaux (CLIN⁵)

4. *Golfech, le nucléaire : implantation et résistances*, Édition CRAS, mai 1999, collectif La Rotonde, B.P. 492, 31100 Toulouse Cedex 06, 588 p.

5. « (...) les comités antinucléaires de Bretagne se retrouvent les 24 et 25 mai 1975 à Spézet et créent la Fédération des CRIN de Bretagne. Désormais, toute information, toute lutte, tout mot d'ordre, toute analyse ou réflexion est

d'information nucléaire de Bretagne affirmera en décembre 1975 dans sa plateforme (voir *infra*): « Nous sommes tous des experts scientifiques. »

Pour faciliter ce lancement, et pour anticiper une opposition éventuelle, des officines furent créées. Ainsi, la Société française de l'énergie nucléaire (SFEN), un organisme de propagande de l'industrie nucléaire qui vit le jour en novembre 1973 et dont il était attendu qu'il serve de relais dans les régions pour créer une « culture du nucléaire ». À partir de 1980-1981, la SFEN fut chargée de pénétrer les milieux universitaires et de recherche, les milieux religieux, juridiques et parlementaires⁶.

Toujours en 1973, la bureaucratie nucléariste créa le SCSIN (Service central de sûreté des installations nucléaires), chargé d'accréditer l'idée qu'il maîtrisait le domaine de la sûreté et qu'il était le seul à pouvoir le faire. D'autres agences suivirent, elles aussi au service de cette propagande.

Tous ces organismes rejoignaient le sinistre SCPRI, Service central de protection contre les rayonnements

répercuté à tous les CRIN et CLIN de Bretagne. Pour éviter que des personnalités ou un groupe ne prennent le pouvoir, la Fédération ne dispose d'aucun bureau permanent. Chaque CLIN, à tour de rôle, assure les fonctions de secrétariat, de correspondance, de relation avec la presse, etc. Ce mode d'organisation, et le fait que les CRIN ne sont pas déclarés en préfecture, souligne l'esprit libertaire qui régnait dans la mouvance antinucléaire. En outre, tous les mois environ, tous les CLIN et CRIN se retrouvent dans une ville différente à chaque fois, pour partager leurs expériences, décider des actions communes... (...) Par ailleurs chaque CLIN reste totalement autonome et peut s'organiser comme il le souhaite.» (Tudi Kernalegenn, *Luttes écologistes dans le Finistère*, Yoran Embanner, 2006)

6. « Association sans but lucratif, forte de 4500 adhérents, notre société [la SFEN] a une double vocation :
– favoriser l'avancement des sciences et techniques nucléaires ;
– contribuer à toute forme d'information sur les questions liées à ce type d'énergie. »

Là où les communautés ont encore une réalité, là où les individus peuvent encore dialoguer entre eux de leurs intérêts, la détermination des opposants est forte et leur méfiance viscérale de la représentation politique séparée permet d'éloigner les récupérateurs à l'affût...

Arrivés au pouvoir en 1981, les socialistes ont habilement su tirer profit des faiblesses de l'opposition antinucléaire. Après avoir annulé le projet de centrale de Plogoff qui devenait un nouveau point de fixation¹², ils ont *suspendu* les travaux sur les sites de Chooz, de Golfech, Cattenom, Civaux et Le Pellerin, laissant aux militants socialistes le temps de recouvrer la raison pronucléaire et aux Verts de prendre toute la mesure nucléaire de la raison d'État. Par la suite, la vague d'attentats qui accueillit la reprise du chantier à Golfech laissa les autorités imperturbables¹³. À Chooz, comme le montre le texte que nous publions, la jonction inaboutie entre la lutte des antinucléaires locaux et les ouvriers sidérurgistes en lutte contre la fermeture de leurs usines témoigna de la convergence d'un moment entre les critiques en actes des politiques économiques et étatiques.

Cependant, la détermination pratique des opposants n'avait toujours pas trouvé son expression politique. Même si quelques-uns ont ensuite cherché à propager leur refus du nucléaire par des actions de solidarité avec d'autres sites, on assista petit à petit à la disparition de l'opposition aux

12. Le 16 mars 1980, entre 50 000 et 100 000 personnes venues de toute la France manifestent à l'occasion de la clôture de l'enquête d'utilité publique...

13. « Tout s'effondre, sauf... le sabotage. Il semble devenu la seule réponse viable face à ces revirements successifs et à la surdité chronique du pouvoir. Il suit une courbe inversement proportionnelle au déclin de la lutte. » *Toulouse la canaille*, brochure, 1983. De nombreux sabotages à l'explosif ont été menés pendant toute la durée du chantier de construction de la centrale de Golfech, notamment contre des dizaines d'engins des entreprises participantes à ce chantier qui ont été détruits.

Loin d'être la bataille décisive d'un mouvement anti-nucléaire conscient de ses buts, la manifestation de Malville fut l'occasion où une représentation autoproclamée de la lutte antinucléaire et écologique (ceux qui avait su si bien répandre l'illusion qu'il était possible de pénétrer pacifiquement sur le site en construction) a réussi à s'affirmer et à faire progresser l'écologisme d'État. Entre autres nuisances, l'écologisme d'État donnera naissance quelques années plus tard à l'infâme parti des Verts qui, dans la bonne tradition illusionniste et cogestionnaire, tiendra le rôle d'une pseudo-opposition et canaliser la partie la plus naïve de l'opposition au nucléaire pour apporter son soutien à des gouvernements nucléaristes¹¹.

Ainsi, ayant pourtant contribué à faire émerger une critique du progressisme, les luttes antinucléaires – et plus généralement les luttes écologiques – ont renoncé à critiquer les médiations à employer dans la lutte politique.

FORCE ET FAIBLESSE DE LA LUTTE ANTINUCLÉAIRE

Après l'échec du rassemblement de Malville et le brusque arrêt de la dynamique antinucléaire nationale qui s'était jouée là, les luttes se durcirent. À Plogoff (1980) et à Chooz (1980-1984), la violence fut assumée collectivement, tandis qu'autour de Golfech, elle fut beaucoup plus le fait de petits groupes de saboteurs.

11. Pour une description détaillée de l'activité confusionniste des tenants du pseudo-débat violence/non-violence on se reportera au *Mémento Malville*, Simples citoyens, 2005, disponible sur Internet à l'adresse : <http://pmo.erreur404.org/PMOtotale.htm>. Comme le montrent les rédacteurs de ce texte, tous les apprentis bureaucrates d'alors ont depuis su faire carrière dans le renforcement du contrôle social. « *On aura compris qu'au-delà des personnalités singulières, parfois très singulières, qui se disaient ou se croyaient violentes, non-violentes, de façon gauche et approximative, se dissimulait un conflit évident aujourd'hui entre ennemis et partisans de l'État* », concluent notamment les auteurs du *Mémento*.

ionisants⁷, du non moins sinistre professeur Pellerin, dans la mise en place du dispositif de défense de l'industrie nucléaire, qui s'avérera *négationniste*⁸ après la catastrophe de Tchernobyl.

PREMIERS AFFRONTEMENTS

Durant cette phase, l'atmosphère bon enfant des manifestations s'est perpétuée sans grande incidence sur le cours des événements.

À de rares exceptions près, les oppositions locales n'eurent pas recours à la violence nécessaire – pourtant légitime défense contre la volonté étatique de nucléariser le territoire français – pour faire pièce à la politique du fait accompli.

Les nombreuses luttes antinucléaires ne surent pas davantage se doter des moyens politiques autonomes à même de prolonger leur activité, ni critiquer plus largement une société capable de produire une bureaucratie nucléaire.

7. Le SCPRI, que Pierre Pellerin présidait depuis sa création en 1956, a été reconnu par l'OMS en 1969 comme « centre de référence international pour la radioactivité ». C'est lui qui a arrêté le nuage de Tchernobyl à la frontière française. L'expert est ensuite allé soutenir le pouvoir stalinien russe en déroute afin de l'aider à ne pas évacuer et ne pas reloger des centaines de milliers de personnes vivant sur des territoires contaminés (voir Bella et Roger Belbéoch, *Tchernobyl, une catastrophe*, Paris, Allia, 1993). Vingt ans après, le 31 mai 2006, Pierre Pellerin a été mis en examen pour « tromperie aggravée », suite à la plainte déposée par la CRII-RAD et l'association française des malades de la thyroïde. À 83 ans, Pellerin apparaît comme l'étrange fusible à retardement permettant de dédouanner ses nombreux complices de l'État et de la bureaucratie nucléaire.

8. Après Tchernobyl, pour faire oublier le rôle mensonger de ces organismes pendant la catastrophe, le SCSIN (Service central de Sécurité de l'industrie nucléaire) est devenu l'IPSN (Institut de protection et de sûreté nucléaire) et le SCPRI (Service central de protection contre les rayonnements ionisants) est devenu l'OPRI (Office de protection contre les rayonnements ionisants), en mai 2001 est créé l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) produit de la fusion entre l'IPSN et l'OPRI.

Se contentant d'une joyeuse indétermination politique, elles laissèrent le champ libre aux spécialistes de la représentation, élus locaux « antinucléaires » par opportunisme et autres illuminés de la non-violence. En fait tous ces mouvements reculérent devant la remise en cause effective de l'État. À cette époque, on faisait déjà comme si on pouvait imposer quoi que ce soit à l'État sans établir un rapport de force qui soit à la mesure de l'agression subie.

La voie était donc libre – ou presque. Seuls les projets de sites bretons furent abandonnés par l'État les uns après les autres : Erdeven-Kerminihy, Le Carnet, Le Pellerin puis, plus tard, celui de Plogoff : il faut dire qu'en Bretagne un réseau très serré de comités antinucléaires, les CLIN (Comités locaux d'information nucléaire), avait réussi à échapper au rouleau compresseur du nucléaire étatisé et à mener des actions directes et solidaires⁹. (Lire *infra*, une relation de la lutte menée par la population de Plogoff en 1980.)

9. « L'histoire de cette "centrale baladeuse" commence en septembre 1975. Le jour où le Conseil régional de Bretagne se prononce en faveur de l'implantation d'une centrale nucléaire quelque part en Bretagne. Le projet, présenté par EDF, est de 4 tranches de 1300 mégawatts en site côtier. Cinq sites sont proposés : Beg-an-Fry près de Lannion, Ploumoguier près du Conquet, Plogoff à la pointe du Raz, Tréguennec en baie d'Audierne et Erdeven dans le Morbihan.

Dès 1976, des travaux d'approche sont effectués. Ils provoquent une mobilisation radicale à Erdeven et, déjà, les premières barricades de Plogoff.

La pression est finalement mise sur Ploumoguier. Commencent alors deux ans d'une guérilla qui, en cet automne de 1978, va bientôt devoir affronter une nouvelle offensive : le 12 septembre, le Conseil économique et social de Bretagne doit se réunir pour proposer le lieu définitif de l'installation. Ce vote sera suivi de ceux du Conseil régional de Bretagne et du Conseil général du Finistère.

Pour ne pas être pris au dépourvu, les CLIN ont décidé d'appeler à une manifestation massive à Brest. Ils espèrent 10 000 manifestants, ils seront 15 000 ! Cependant le rassemblement a changé de nature. Impressionnés par la résistance de Ploumoguier, les pouvoirs publics décident de jouer une nouvelle carte : « Ploumoguier bouge de trop, ce sera Plogoff ». » (Gérard Borvon, *Plogoff, un combat pour demain.*)

LES MYTHES DÉCISIFS : MALVILLE, LE TOURNANT

L'opposition à la construction du surgénérateur de Creys-Malville focalisa une opposition nationale au développement de l'industrie nucléaire, mais, à la veille du grand rassemblement du 31 juillet 1977, la confusion parmi les futurs marcheurs avait atteint son comble. Comme le notait à l'époque l'auteur anonyme de la brochure « *Les Mythes décisifs – Aux écœurés de Malville* » : « *Avaient-ils prévu l'affrontement avec la police ? Ils n'y pensaient pas, ou plutôt ils avaient jugé préférable, après réflexion, de n'y pas penser (...)* Assurément les écologistes croyaient aux trompettes dont les sonorités renversèrent les murs de Jéricho (...) Rarement on sous-estima à ce point l'État de l'actuelle société de classe. » (*Les Mythes décisifs*, voir *infra*.)

Cette faiblesse augurait d'un affrontement disproportionné : d'un côté l'État avançait sans la moindre intention de discuter – « *...j'ai ordre de protéger le site à n'importe quel prix (...)* Le service d'ordre ne reculera pas d'un millimètre, s'il le faut je ferai ouvrir le feu sur les contestataires » (Janin, préfet de l'Isère¹⁰) –, de l'autre, une partie de la mouvance issue de Mai-68 voulait dénoncer les résultats, devenus visiblement mortifères, des politiques les plus modernes de la production techno-marchande. Paralysés par la peur, les opposants étaient incapables de clarifier leur position à l'égard de la violence, si bien qu'ils s'arrêtaient au seuil de la critique des rapports sociaux existants, de la violence institutionnelle qu'ils impliquent et n'avaient donc pas conscience qu'une confrontation était nécessaire pour les dépasser. Bien évidemment, il ne s'agit pas ici de prôner une violence abstraite mais d'insister sur les effets négatifs de l'évacuation de cette question à l'époque.

10. Cité dans *le Matin* et *l'Aurore* du 1^{er} août 1977.